

Halte au péril vert ! Quand la droite et les macronistes s'allient contre l'écologie

26 juin 2020 / [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)



Marseille, Lyon, Tours, Toulouse... À l'approche des municipales, les candidats de droite ou macronistes mettent en garde les habitants contre la menace écolo-socialiste, à grand renfort de clichés. Toutes les villes « en danger » ont un point commun : des listes d'union de la gauche, souvent menées par les écologistes, sont en passe de

l'emporter, face à des notables locaux.

L'apocalypse est pour demain. Enfin, pour le dimanche 28 juin. Et ses cavaliers casqués chevaucheront des vélos, la clé à molette entre les dents. Car le péril en 2020 — sachez-le — n'est ni le réchauffement climatique, ni même le coronavirus : il est rouge et vert et s'apprêterait à prendre le pouvoir municipal. Du moins, si l'on en croit les barons de la droite, à l'approche du second tour des élections locales.

À Marseille, « *l'ultragauche est là* », [clame partout la candidate Martine Vassal](#), dauphine de Jean-Claude Gaudin, pour qui la liste d'union de la gauche du [Printemps marseillais](#) symboliserait « *le chaos, la violence, les collectifs qui cassent tout dans le centre-ville* ». Et pour associer le choc des images au poids des mots, des tracts et des montages ont circulé dans les rues et sur les réseaux sociaux, montrant des voitures en feu, des vitrines cassées et des hordes de « *black blocs* » [1].

Voici ce que distribue la droite de [@MartineVassal](#) pour répondre à la percée du Printemps Marseillais (PS/FI/EELV/PCF). Toute leur campagne du second tour consiste à répéter en boucle que l'Armée Rouge serait aux portes de la ville.

C'est : pathétique. pic.twitter.com/qGcR3ub5tD

— Rachid l'instit (@rachidowsky13) [June 7, 2020](#)

Dans la « ville rose », le maire sortant et candidat à sa succession Jean-Luc Mondenc — au coude-à-coude avec la liste de l'[Archipel citoyen](#) — parlait de ses adversaires comme d'« *un assemblage anarchique incluant des professionnels du désordre et de la désobéissance aux lois de la République* ». « *Les Gilets jaunes sont aux portes du Capitole* », [ajoutait](#) l'édile toulousain.

Ma conviction, c'est que nous sommes 1 majorité de Toulousains à refuser de donner les clés du Capitole à un assemblage anarchique incluant des professionnels du désordre et de la désobéissance aux lois de la République.

Ce serait risquer de perdre les bases du Succès Toulousain

— Jean-Luc Moudenc (@jlmoudenc) June 3, 2020

Attention à « la menace de l'extrême gauche déguisée en liste citoyenne »

Plus au nord, le chef de file de la droite lilloise, Thierry Pauchet, a **qualifié** les membres d'Europe Écologie-Les Verts de « *fous furieux* », tandis qu'à Lyon, un candidat de la droite **lâchait** : « *Moi, ce n'est pas [les candidats écologistes] qui me font de la peine. Ceux qui me font de la peine, c'est les connards qui votent pour eux. Parce que c'est eux qui sont grave. Ils sont dans leur idéologie, dans leur monde écologique.* »

Les petites villes ne sont pas en reste, loin de là ! À Tours, un des candidats de la liste divers droite [2], Jérôme Tebaldi, invitait **dans un post Facebook** à « *ne pas banaliser l'extrême gauche* », ciblant directement la tête de liste d'union de la gauche Emmanuel Denis : « *Alors même que le candidat "écolo-gauche" à Tours multiplie les alliances avec de nombreux colistiers issus des mouvements d'extrême gauche tels que La France insoumise de Mélenchon (en numéro 3 sur sa liste), des ex du NPA (gauche radicale) et des communistes, des pays libres européens, se souviennent amèrement de la domination de l'extrême gauche. [...]* PARTOUT où l'extrême gauche a pris le pouvoir, les citoyens ont perdu en terme de qualité de vie, de pouvoir d'achat, de démocratie et de liberté individuelle. »

Enfin, à **Forcalquier**, petite commune des Alpes-de-Haute-Provence de 5.000 habitants, ancien fief de Christophe Castaner, la liste de droite a envoyé une lettre aux électeurs afin de les avertir de « *la menace de l'extrême gauche déguisée en liste citoyenne* » : « *Nous refusons que Forcalquier soit un simple laboratoire où ils pourraient tester leur idéologie.* »

Nous comprenons ceux qui se sont abstenus le 15 mars. Votre santé était naturellement la priorité. Mais vous avez pu constater au premier tour que la menace de l'extrême gauche déguisée en liste citoyenne était bien réelle, et s'abstenir au second tour reviendrait à leur donner votre voix! Nous refusons que Forcalquier soit un simple laboratoire où ils pourraient tester leur idéologie. Idéologie qui outre notre bien vivre, notre fraternité, mettrait certainement en péril nos finances, notre patrimoine, notre histoire et donc notre avenir. L'écologie oui, les écologistes d'extrême gauche, non !

Extrait de la lettre envoyée par la liste de David Géhant, tête de la liste de droite.

Agiter le chiffon rouge, désormais parsemé de vert : la méthode ne date pas d'hier. « *Ce processus de diabolisation visant à jouer sur le "péril rouge" est centenaire puisqu'il est employé en France (comme dans le reste du monde) depuis la prise de pouvoir des bolcheviques en Russie en 1917* », rappelle, dans un article du média *The Conversation*, l'historien Bryan Muller. En France, le Front populaire de 1936, les mouvements de Mai 68 puis les socialistes en 1981 ont fait l'objet d'une rhétorique similaire. Car toutes les villes « *menacées* » par la vague rouge ont un point commun : des listes d'union de la gauche, souvent menées par les écologistes, sont en passe de l'emporter, face à des notables locaux généralement bien installés dans les fauteuils municipaux. Les ficelles sont donc connues, aussi bien que l'objectif : « *Pour la droite, il s'agit de remobiliser son électorat, en mettant en avant le péril écolosocialiste* », estime le politologue Rémi Lefebvre.

Nouveauté du cru 2020, les écologistes sont directement visés : « *Tant qu'on était des supplétifs, il y avait une forme de mépris, on nous ignorait, on moquait nos propositions, affirme Julien Bayou, secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts. Maintenant, on passe de supplétifs à alternative possible, on devient des adversaires à combattre, c'est là qu'ils deviennent vindicatifs.* » Les attaques ciblent ainsi les effets supposés délétères des programmes écologistes, à grand renfort, parfois, d'infox : à Lyon, les Verts ont été accusés — à tort — de vouloir supprimer la Fête des lumières — grand événement d'illuminations dans la ville ; à Tours, ils chercheraient à « *désarmer la police municipale* »... Paradoxalement, souligne Pierre Hurmic à Bordeaux, les listes de droite récupèrent « *sans vergogne* » un certain nombre de propositions portées de longue date par les écolos : « *Ils ont repris une de nos mesures phares sur les quartiers apaisés — où on laisserait plus de place aux piétons, aux vélos, aux espaces verts — en changeant juste le nom en "quartier aéré"*, affirme le candidat. *Ce n'est pas sérieux, car l'écologie n'est pas du coloriage du programme, c'est une question de volonté politique. Et Florian*

[le maire sortant, LR] *est plutôt de type anti-écologiste.* »

Attention cependant aux raccourcis : c'est bien souvent la gauche dans son ensemble qui est attaquée, puisque dans de nombreuses villes, les différentes forces rouges et vertes ont fait front commun. À Tours, les colistières les plus mises en cause par la droite sont une ancienne du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et une professeure d'économie ayant participé à des actions d'Extinction Rebellion. « *On nous traite de pastèques*, s'amuse Emmanuel Denis, la tête de liste, membre d'EELV. *Verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur.* » À Marseille ou à Toulouse, Jean-Luc Mélenchon est accusé de **tirer les ficelles des élections**.



Sur Twitter, le compte "Gare aux pastèques", créé en mai 2020, relaie entre autres les critiques contre la liste d'union de la gauche, à Tours. La moitié des personnes abonnées à ce compte sont des soutiens du maire et candidat de droite Christophe Bouchet.

Autre figure « *repoussoir* » mise en avant par les pourfendeurs des alliances de gauche : **Éric Piolle**. Le maire écolo de Grenoble, candidat à sa succession et arrivé en tête au premier tour, est accusé de laxisme et de mauvaise gestion. Ainsi, **pour le candidat LR à la mairie de Lyon**, Étienne Blanc, « *Grenoble est devenue la ville la plus insécure d'Europe* ». La ville alpine est en effet souvent qualifiée de « *Chicago français* ». Pourtant, d'après le chercheur Sebastian Roché, les chiffres de la délinquance sont impossibles à vérifier : « *On ne sait pas comparer les métropoles entre elles, parce que les chiffres ne sont pas diffusés par le ministère de l'Intérieur* »

, affirmait-il à la *Nouvelle République*.

Inviter le maire d'une des villes les plus criminogène de France. Bravo !

@EmmanuelDenis37 qui avec @FranceInsoumise et son suppôt @BertrandRenaud3 veulent désarmer la Police Municipale de Tours... Plus qu'irresponsables, criminels ! <https://t.co/iPajriHUeB>

— GARE AUX PASTÈQUES (@aux_gare) June 18, 2020

Dernière particularité de ces offensives conservatrices, elles se cristallisent sous forme d'alliance électorale entre la droite traditionnelle — Les Républicains (LR) — et La République en marche (LREM). Dès 2019, Jean-Luc Mondenc, maire LR de Toulouse, s'est fait adouber par le parti macroniste. Fin mai 2020, Gérard Collomb, tête de liste LREM pour la métropole lyonnaise et fidèle de la première heure d'Emmanuel Macron, annonçait avoir scellé un pacte avec la droite. Objectif affiché : « *Faire barrage aux écologistes* », comme on pourrait faire barrage à l'extrême droite. Dans la capitale des Gaules, des patrons et entrepreneurs ont rapidement emboîté le pas aux politiques : début juin, ils **lançaient** un appel pour « *alerter les Lyonnaises et les Lyonnais sur le risque de voir une idéologie verte, soutenue par l'extrême gauche, s'emparer de Lyon et détruire implacablement ce qui fait la force de notre ville* ». Cette semaine, le point Godwin a même été atteint : dans un podcast d'Arte radio, **le bijoutier lyonnais Jean-Louis Maier a comparé les Verts à Adolf Hitler**. « *Hitler est arrivé au pouvoir démocratiquement. Ce n'était pas une bonne idée* », insinuait-il, en précisant : « *Quand vous avez perdu la démocratie vous ne la retrouvez pas facilement.* »

Le même scénario s'est répété ailleurs. À Bordeaux, l'alliance entre le maire LR Nicolas Florian et la liste LREM de Thomas Cazenave a surpris Pierre Hurmic, leur adversaire écolo : « *Lors du premier tour, les deux candidats avaient une relation très conflictuelle, indique-t-il. M. Cazenave avait clairement indiqué qu'il ne partageait pas les mêmes valeurs ni le même projet que M. Florian. On a l'impression qu'ils ont reçu un coup de sifflet des états-majors parisiens, qui a signé la fin de la récré. Et les soldats locaux se sont mis au garde à vous.* » Même son de cloche à Tours, où la liste LREM s'est rangée derrière celle du maire de droite

sortant. « Cela ressemble à une alliance de circonstance, tant les membres de ces deux listes se sont querellés lorsqu'ils étaient élus au sein du même conseil municipal, dit Emmanuel Denis, candidat EELV. Ils sont prêts à tout pour conserver le pouvoir et leurs breloques. »

« L'alliance LR-LREM n'est pas contre-nature, puisque le parti macroniste n'est pas de gauche »

Cerise sur le gâteau, dans certaines communes, des soupçons de fraude viennent pimenter un peu plus la campagne. C'est le cas notamment à Marseille, où la justice a ouvert une enquête sur de possibles fraudes aux procurations par le camp Vassal. Pierre Hurmic a assigné Nicolas Florian en justice pour « sollicitation de procurations » dans des courriels que ce dernier avait adressés en tant que maire aux habitants de Bordeaux. Le juge des référés s'est finalement déclaré incompétent pour trancher dans cette affaire, renvoyée devant le tribunal administratif.



Dans ce tweet, Yves Moraine, candidat LR à Marseille, relaie un montage photo mettant en scène Sébastien Barles, candidat écolo, entouré d'images de casse. Selon M. Barles, cette photo où il porte son fils sur ses épaules a été prise lors d'une marche contre les violences policières, puis

Au-delà du « *sauve qui peut* » d'un camp conservateur aux abois, comment interpréter cette déferlante ? À EELV, on voit ces « *coalitions anti-climat* » comme une confirmation d'un changement politique : « *La polarisation qui est en train de se passer montre un basculement du clivage droite-gauche vers un clivage droite-écologie*, affirmait le porte-parole Alain Coulombel [dans un précédent article de Reporterre](#). *La droite et LREM, à travers leurs alliances pour faire barrage à l'écologie, montrent qu'ils sont très loin de porter un projet écologique* ». D'où sa conclusion : « *L'écologie politique doit être l'alternative politique à la droite.* »

Vanessa Jérôme y voit, au contraire, « *une repolitisation des élections municipales, avec un retour des mécaniques électorales structurées autour d'une opposition droite/gauche* ». « *Au sens électoraliste du terme, un front anti-écolo sous-entend qu'il s'agit d'alliances uniquement fondées sur une espèce de barrage électoral contre les Verts*, poursuit-elle, *ce qui me paraît abusif, puisque que ces alliances sont dirigées contre des coalitions formées par des écologistes et des forces de gauche. De plus, l'alliance LR-LREM n'est pas contre-nature, puisque le parti macroniste n'est pas de gauche.* » Dans ce sens, on assisterait plutôt à un retour du bon vieux clivage gauche-droite, sauce 2020.

Cette offensive portera-t-elle ses fruits dans les urnes ? À Forcalquier, le colistier de la liste Forcalquier en commun, Adrien Nimsgern a pu constater, lors du porte-à-porte, que certaines personnes « *s'inquiétaient qu'on ouvre la porte aux migrants et à l'insécurité*, relate-t-il. *Mais j'ai l'impression que l'effet est limité, ça ne fait pas mouche auprès de beaucoup de monde.* » Dominique Rouanet, tête de cette liste citoyenne, ne craint pas tant un effet dans les urnes, mais une conséquence sur le moyen terme : « *Ces discours répétés comme des mantras pourraient finir par cliver la population de Forcalquier, attiser la méfiance et la peur de l'autre* », regrette-t-elle.

Au niveau national, Julien Bayou reconnaît que les alliances électorales entre LR et LREM « *rendent arithmétiquement la partie plus compliquée* ». À Bordeaux, Pierre Hurmic, pourtant arrivé en tête le 15 mars, se retrouve au coude-à-coude face à Nicolas Florian. La bataille semble également délicate à la métropole de Lyon et à Toulouse. À Strasbourg, l'attelage LR-LREM rend le pari vert de Jeanne Barseghian incertain. « *On a besoin d'une sur-mobilisation de l'électorat écolo le 28 juin,*

lance le secrétaire national. *Chaque voix va compter. Il y a un chemin pour le pays qui s'ouvre, avec un choix clair entre le vieux monde et la perspective d'une transition écologique.* »

[1] Le black bloc est une stratégie de lutte apparue dans les années 1980 en Allemagne. Les personnes qui en sont adeptes « *sont définis par leurs pratiques manifestantes : leur tenue noire et leur message contre la société capitaliste* », selon les mots du chercheur Sylvain Boulouque, sur [Arte](#).

[2] Il s'agit d'une alliance allant du centre à la droite conservatrice (comprenant les partis UDI, Les Républicains ou LREM).

Lire aussi : « *Si les conservateurs l'emportent, la lutte contre le changement climatique perdra du temps* »

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Dessin : © Sanaga/*Reporterre*

Photos : DR

À NOTER Charles Dannaud, collaborateur de *Reporterre*, fait partie de la liste citoyenne Forcalquier en commun. Il n'a pas participé à l'élaboration de cet article.

- Emplacement : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Halte-au-peril-vert-Quand-la-droite-et-les-macronistes-s-allient-contre-l-ecologie>